



Conseil National de l'Industrie et Programmation Pluriannuelle de l'Énergie

Le Gouvernement doit aligner la politique énergétique du pays avec l'ambition industrielle affichée par le Premier Ministre au Conseil National de l'Industrie

Lors du Conseil National de l'Industrie, le Premier Ministre a livré un plaidoyer en faveur de l'industrie, annonçant qu'« *on ne va pas lâcher notre industrie* ». Parce qu'elle érige le développement des filières industrielles et d'emplois durables et qualifiés en priorité, la CFE Énergies salue ce volontarisme industriel. Elle demande au Gouvernement de passer aux travaux pratiques en alignant sa politique énergétique avec son ambition industrielle et en plaçant le réflexe industrie / emploi au cœur de la programmation pluriannuelle de l'énergie.

En affichant au dernier Conseil National de l'Industrie qu'il voulait d'« *un pays industriel* » et qu'il fallait « *avoir le réflexe industrie dans nos décisions* », le Premier Ministre a clairement affirmé son ambition industrielle, défendant « *le développement volontariste de nouvelles filières industrielles* » tout en demandant à intégrer les enjeux industriels aux travaux de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE). La CFE Énergies salue ce volontarisme industriel, tout en considérant qu'après avoir placé le débat énergétique sur le terrain industriel en abandonnant l'échéance irréaliste de 2025, le Gouvernement doit faire preuve de même pragmatisme en irriguant sa politique énergétique de son ambition en matière de politique industrielle et de la stratégie de l'Etat actionnaire.

Pour la CFE Énergies, défendre l'industrie, c'est tout d'abord bâtir une PPE qui préserve l'atout d'une compétitivité énergétique cruciale pour l'industrie française mais aussi pour inciter des investisseurs à investir en France et à ainsi participer à la reconquête industrielle du pays. Cet impératif qui semble aussi être celui du Gouvernement suppose d'objectiver les travaux de la PPE d'analyses socio-économiques qui elles-seules permettront de faire les bons choix et de bâtir une politique énergétique pragmatique et soutenable par l'économie et l'industrie française.

Défendre l'industrie et les nombreux emplois durables et qualifiés qu'elle génère, c'est également soutenir le tissu industriel existant des filières du secteur de l'énergie qui ont jusqu'à présent fait le succès de la politique énergétique de la France, c'est enfin soutenir le développement de nouvelles filières industrielles, avec l'objectif de capter sur le territoire français une part croissante de la valeur ajoutée et de se projeter à l'international.

Dans cette perspective, la CFE Énergies défend des trajectoires raisonnées et raisonnables en matière d'énergies renouvelables et de stockage d'énergie, soutenables économiquement, assises sur une logique industrielle qui permette la structuration de véritables filières nationales comme la création d'emplois durables en France, ce qui suppose de faire les bons choix technologiques. A défaut, toute fuite en avant conduirait à favoriser l'importation de matériels conçus et fabriqués par d'autres pour un bilan industriel et social nul, pour ne pas dire négatif si l'on tient compte des emplois industriels détruits par de mauvais choix politiques et technologiques. Le Premier Ministre ne dit pas autre chose quand il indique que l'on « *ne peut pas se contenter d'un recours à une offre asiatique* ».

La CFE Énergies est persuadée que la priorité permettant de marier transition énergétique et reconquête industrielle, c'est de donner des perspectives à chacune des filières industrielles de l'énergie et d'assurer le financement des investissements. Ces impératifs sont d'autant plus vrais s'agissant de la filière nucléaire que celle-ci est à la fois une industrie de souveraineté, une industrie du temps long et la clef de l'engagement climatique de la France. Il en va aussi de l'intérêt de l'Etat qui vient, sous l'impulsion du Ministre de l'Economie de l'époque, de consacrer plusieurs milliards d'euros à la configuration capitaliste d'une filière industrielle qui représente 220 000 emplois durables et qualifiés en France et plus de 50 milliards de chiffre d'affaires.

Plutôt que s'interroger sur la gouvernance ou l'architecture d'EDF, la CFE Énergies demande au Gouvernement de penser industrie et d'ainsi consacrer son énergie à soutenir les filières et à créer les conditions d'un financement durable et soutenable des investissements dans les infrastructures énergétiques. Ce sont ces investissements qui assureront la sécurité énergétique du pays dans la durée et qui soutiendront les filières industrielles.

Contact presse : Alexandre GRILLAT - alexandre.grillat@cfe-energies.com

LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS!

CFE-CGC ÉNERGIES
59 rue du Rocher
75008 PARIS
www.cfe-energies.com
presse@cfe-energies.com